

Magali JIMENEZ
vice-président, juge des libertés et de la
détention

N°RG : N° RG 20/00381 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSEY

Minute n° : 20/00248

Nous Magali JIMENEZ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 19 Mars 2020 à la demande de **Madame**

concernant : **Monsieur**
né le 28 Octobre 1971 à BOURGES (CHER)
100 Rue des Pradiers
Résidence Omega Bât. D Apt 3241
34000 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 25 Mars 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 26 Mars 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Madame**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 27 Mars 2020,

Vu le certificat médical du Docteur FLOREA Radu en date du 27 mars 2020 attestant que des motifs médicaux et le risque sanitaire dans le contexte épidémiologique actuel font obstacle à la comparution à l'audience de **Monsieur** ; que de ce fait il sera représenté par un avocat commis d'office ;

Après avoir entendu à l'audience du 30 mars 2020 à 10h00, en salle Pierre Michel au Tribunal Judiciaire de Montpellier, **Maitre David GUYON**, avocat commis d'office, qui a pu consulter la procédure,

Vu l'absence du patient qui a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure et former des observations écrites,

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :

- premier moyen : absence de notification des décisions au tiers. Vous évoquez des difficultés entre le patient et sa mère. On ne sait pas si un autre tiers a été avisé comme la Cour de Cassation l'avait jugé.
- deuxième moyen : notification tardive des décisions d'admission et de maintien. Elles ont été toutes deux notifiées le 23 mars 2020.
- troisième moyen : absence de délégation de signature au dossier. Elle doit être spéciale et non générale.

La décision a été mise en délibéré au 30 mars 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la publicité des débats :

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;

Vu l'article 6 de l'ordonnance n°2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale sur le fondement de la loi n°2020-

290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie du covid-19 ;

Attendu que si, en principe, les débats devant le Juge des libertés et de la détention sont publics, il est impossible, dans le contexte actuel de l'épidémie de covid-19, de garantir les conditions nécessaires à la protection de la santé des personnes présentes, compte tenu du risque de contagion ; qu'il convient en conséquence d'ordonner que l'audience se tiendra en chambre du conseil ;

Sur les moyens d'irrégularité :

La délégation de signature

Attendu qu'en vertu de la décision 2019-06 portant délégation de signature, Madame Alexandra ROUSSEL-Hosotte, directrice d'adjointe au CHU de Montpellier, est habilitée à signer toute décision d'admission en soins psychiatriques d'urgence ;

Attendu en conséquence que le moyen d'irrégularité soulevée doit être rejeté ;

La notification au tiers de la date de l'audience de ce jour

Attendu que le greffe du juge de la liberté et de la détention a adressé, par lettre simple, le 26.03.2020 un avis d'audience à madame , tiers ayant demandé l'hospitalisation en urgence de monsieur ;

Attendu que l'article R3211-10 du code de la santé publique ne prévoit pas que cet avis soit donné sous la forme d'un courrier recommandé avec demande d'avis de réception ; qu'en conséquence le moyen soulevé ne peut prospérer ;

La notification tardive de la décision du 19.03.2020

Attendu qu'il s'avère que la décision d'admission en soins psychiatriques d'urgence datée du 19.03.2020 a été notifiée seulement le 23.03.2020 ;

Attendu que si que le patient présentait le 19.03.2020 des troubles du comportement avec crise de violence, tendance paranoïaque et angoisse ne permettant pas une notification le jour même, la tardiveté de la notification en date du 23.03.2020, sans raison valable a fait grief à l'intéressé ; qu'en conséquence ce moyen d'irrégularité doit être accueilli ;

Il convient, par conséquent, d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures.

EN CONSEQUENCE

Statuant en chambre du conseil et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur
et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 30 Mars 2020 par Magali JIMENEZ, Vice-président, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,

Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 30 Mars 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Monsieur _____ par l'intermédiaire du CHU
- Madame _____ par lettre simple
- Maître GUYON par courriel

N°RG : N° RG 20/00381 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MSEY

Minute n° : 20/00248

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 30 mars 2020 à ~~16~~ 16h02

Le greffier



Nous, J. Redon, procureur de la République, déclarons :
☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision
☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :



Jacques-Philippe REDON
Procureur de la République Adjoint

